

Chronologie

Sources :

« Dix années de lutte... Dix années d'espairs », Sans Frontières, mardi 1^{er} janvier 1980.

La Cause du Peuple-J'accuse.

Mogniss Abdallah, J'y suis, J'y reste !

Libération

1970

Janvier : Aubervilliers, 5 Africains meurent asphyxiés suite à l'incendie d'un foyer taudis. Le scandale des marchands de sommeil éclate. A Ivry, 700 travailleurs immigrés sont logés dans une usine désaffectée transformée en foyer par un marchand de sommeil. Europe N°1 dénonce : « Auschwitz aux portes de Paris ». Le 10 janvier, simultanément, l'appartement du propriétaire de l'usine-dortoir, rue Gabriel Péri, et le siège du CNPF à Paris sont occupés par des ouvriers immigrés et des militants et intellectuels français parmi lesquels Maurice Clavel et Marguerite Duras. 150 personnes sont arrêtées mais la question du logement des immigrés est publiquement posée : la loi Vivien sur la suppression de l'habitat insalubre est votée, mais les expulsions de logements occupés continuent.

12 : Chaban Delmas, alors premier ministre, visite un bidonville d'Aubervilliers, en l'absence de ses occupants au boulot. Il se donne deux ans pour supprimer les bidonvilles. « Qu'on fasse disparaître cette lèpre... »

20 février : Les CRS débarquent dans un bidonville à Chatenay-Malabry et détruisent tout, mettant le feu aux objets personnels de tous les occupants. Dans les bidonvilles, à Massy, la résistance s'organise contre leur destruction et le relogement forcé. 450 Algériens et Tunisiens refusent d'aller dans les foyers Sonacotra de Massy et de Sainte Geneviève des Bois. Ils ne veulent pas payer un loyer pour quelques misérables mètres carrés et la vie de caserne, sans droit de visites, loin du marché... Au bidonville des Portugais (600 personnes) on attend des HLM promis depuis 1968 et on refuse d'aller à Grigny. La résistance durera jusqu'en 1973.

6 mars : des militants liés au groupe Vive la Révolution attaquent le bureau de la main d'œuvre de Meulan (Yvelines), pour dénoncer le trafic à l'embauche à Renault-Flins. Lors du procès des occupants devant la Cour de sûreté de l'État, des figures militantes de l'immigration comme Sally N'Dongo, président de l'Union générale des travailleurs sénégalais, ou l'écrivain Kateb Yacine se présentent comme témoins à la défense.

Juin : A Villeneuve-la-Garenne, bataille autour d'une construction sauvage sur un terrain des Sablières. Elever une salle de jeu pour les enfants des bidonvilles et des HLM voisins.

17 septembre : Début du « Septembre Noir ». Le Roi Hussein de Jordanie décide de mettre un terme à la présence des fedayins palestiniens dans son pays. L'armée jordanienne entre dans les camps de réfugiés palestiniens et tire contre des civils faisant près de 3 500 morts et 11 000 blessés.

Septembre : création des Comités de Soutien à la Révolution Palestinienne.

1971

20 janvier : A l'usine Pennaroya de Saint Denis commence la première grève des ouvriers immigrés (120 Marocains, Algériens, Tunisiens, Maliens et Sénégalais) pour de meilleurs salaires et contre les conditions de travail. « La maladie est dans l'usine ». La grève durera 17 jours.

22 janvier : Renault Ile Seguin, mouvement des OS. Depuis 68, les OS cherchent à s'organiser dans les ateliers contre les cadences et contre la maîtrise fasciste et raciste.

Février : Nationalisation des compagnies pétrolières en Algérie. Vague de crimes racistes et d'agressions.

13 mars : Amar Saadi est frappé à mort à coup de manivelle à Bonneville, en Haute Savoie.

Succession de crimes racistes en 1971 :

Paris et région parisienne

- 16 janvier : Mohand Tabet, repêché à Vireux-Mohland (Charleville).
- 28 mars : Abdelkader Laïb, repêché au barrage de Fumay.
- 3 avril : MM. Lachekhad et Seddiki, agressés rue Francis-de-Pressensé à Paris, admis à l'hôpital Edouard Herriot,
- **22 avril : M. Hadj Bekar Rekala, surpris avec une boîte de conserve à la Société des Repas Parisiens d'Ivry. Interpellé dans la cour de l'usine Copelait et pris de panique, il sort son canif, et est abattu de trois balles dans le ventre, puis par des coups de pelle sur la tête, par des policiers prévenus par le patron.**
- 23 avril : Attaque du café de M. Azemane, 2 bd Maurice Berthot à Sannois. Deux Algériens sont blessés, dont le fils de M. Azemane.
- Nuit du 3 au 4 mai : attaque du Vice-Consulat (d'Algérie ?) à Aubervilliers, par un groupe de personnes dont certaines étaient en tenue militaire.
- 9 mai : plusieurs cafés appartenant à des Algériens sont attaqués dans le 15^{ème} arrondissement (51 rue Rouelle ; 10 rue Neuve-du-Théâtre ; 26 et 47 rue Sébastien Mercier).
- 17 mai : Mlle Sakina Mouna, âgée de 15 ans et demeurant au 22 rue Jean Moulin à Bondy, est poignardée par M. Roger Kremer, dont le père avait été tué pendant la guerre d'Algérie.
- 20 mai : repêchage du corps de Salah Hadji dans l'écluse de l'Angelet (commune de Chalette sur Loing, Loiret)
- 22 mai : repêchage de Hamman Mohand dans le canal de la Villette, visiblement roué de coups. La famille a demandé le rapport d'autopsie à la police et à la justice sans satisfaction. Le même jour, deux autres cadavres sont retrouvés dans le même canal : un homme et une femme arabes, plaie au cou.
- 9 juin : Attaque du « Royal Clichy » (75 avenue de Clichy) par 10 jeunes fascistes, et d'un autre café rue Charles Fournier à Vitry.

Nord

- 27 janvier : Messaoud Ouaoua, âgé de 17 ans, est frappé d'un coup de couteau par Didier Malin au collège Turgot à Roubaix. Aucune sanction n'est prise contre lui.
- 2 mai : Mahmoud Bedjaoui, arrêté pour avoir porté secours à un compatriote agressé par de jeunes Français, est brutalisé dans un fourgon de police.
- 6 mai : Mouloud Saadoune est tué par un harki avec une carabine.
- 8 mai : Ali Benmoufok est agressé par deux harkis au 36 rue de Rome à Roubaix.
- 13 mai : découverte du corps de Hamouda Méziane dans une cave de Douai avec de nombreuses blessures. Mustapha Khaldi est roué de coups par des harkis devant sa femme enceinte, au 39 rue Nauchodonosor à Roubaix.

Sud

- 21 mars : Abdelhamid Djefafia, mortellement blessé par une dizaine de personnes.
- 24 mars : Amar Saadi, agressé à Bonneville (74), à la suite de coups portés par cinq personnes, dont une seule sera inculpée et mise sous mandat de dépôt,
- 23 avril : Mohammed Belmounène à Irigny (Rhône),
- 28 avril : attentat contre les locaux de la compagnie Air Algérie à Toulouse.
- 30 Avril : Rabah Hamadou, agressé par une vingtaine de personnes dans le quartier Pasteur à Nice. Le commissariat a refusé d'enregistrer la plainte.
- 2 mai : Rachid Khachba, blessé par une arme à feu à Saint-André de Nice.
- 3 mai : Mayouf Bouzid, agressé dans la gare routière de Nice, admis à l'hôpital Saint-Roch. Le commissariat du quartier Gioffredo refuse de

recevoir sa plainte. Mohammed Barek, attaqué place Masséna à Nice par une dizaine de personnes, admis à l'hôpital Pasteur.

- 7 mai : Deuxième attentat contre les locaux d'Air Algérie à Toulouse.

- 8 mai : Hadj Bennani et Mahieddine Abderazak, agressés place Saint-François à Nice par une vingtaine de personnes armées de gourdins et de manivelles.

9 mai : Melle Salima à Vaulx-en-Velin

15 mai : Messaoud Sellougi, agressé dans le bar « La Square » à Nice.

17 mai : Melle Mounah Sabina, 15 ans, à Bondy et Salah Hadji à Chalette sur Loins, dans le Loiret. Plus de 150 militaires français en uniforme s'attaquent systématiquement les Algériens présents sur la voie publique.

25 mai : un Algérien agressé dans un café d'Aix par des membres d'Ordre Nouveau.

Mai : Renault Le Mans. Révolte des OS. Grève avec occupation de l'usine.

Mai et juin :

- Les travailleurs résidents antillais occupent dans plusieurs semaines le foyer Del Campo, dans le 12^{ème}. La même action aura lieu par la suite dans l'hôtel Astrid. Ils dénoncent les accords existant entre le BUMI-DOM et des foyers taudis.

- Alsthom. Mouvement de grève de onze semaines, impulsé par les travailleurs antillais.

28 mai : Manifestation de 200 anti-racistes devant le café « Le Continental » de la place du Peuple à Saint-Étienne, qui refuse de servir des immigrés.

25 juin : A l'appel des **Comités Palestine**, meeting important de l'immigration, 2500 ouvriers de toutes les nationalités se réunissent pour le soutien à leurs peuples, et contre le racisme : c'est le premier rassemblement multinational pour les droits.

20 juin : « Français Immigrés Tous Unis : Guerre au Racisme ». Meeting à la Mutualité des Comités de soutien à la Révolution palestinienne, des comités de lutte des Antillais et Guyanais, et du Comité de lutte Renault.

30 juin : **Convocation de Hamza Bouziri, militant sur la Palestine**, les quartiers et les usines où il était liés aux ouvriers arabes, devant une commission d'expulsion. Arrêté le 29 décembre 1970 devant l'usine Citroën de Nanterre au cours d'une distribution de tracts, il est condamné à six mois de prison pour port et transport d'armes (dont trois commués en sursis). A sa sortie de prison, la préfecture a voulu l'expulser, mais une mobilisation de lycéens et les menaces de grève lui ont accordé un sursis. La police espère que la veille des vacances empêchera une mobilisation contre l'expulsion de Hamza Bouziri.

23 juillet : La MOM (Milice ouvrière multinationale), milice d'autodéfense de type politico-militaire comme les GOAF (Groupes ouvriers anti-flics), qui lutte par ailleurs contre les petits chefs racistes de Renault-Billancourt et le syndicat-maison CFT de Citroën, attaque l'ambassade de Jordanie à Neuilly pour protester contre le massacre des Palestiniens en Jordanie (septembre 1970). Christian Riss, un établi du membre du comité de lutte de Renault, est blessé par balle, et est licencié par la direction.

Août : Simca-Chrysler à Poissy. Mobilisation des Réunionnais, enquête de l'UGTRF. De nombreuses grèves sauvages.

Août-septembre : Luttés contre les centres de formation du BUMIDOM. Le centre de Crouy/Ourcq est occupé par un groupe de travailleurs antillo-guyanais. Ils demandent le droit de réunion, d'association dans les centres. Le droit à la culture nationale et un formation authentique.

22 septembre : A Massy, début de la mobilisation contre l'expulsion de Laureta Fonseca, jeune femme portugaise connue pour son soutien actif aux immigrés des bidonvilles de Massy (Essonne). Un « sursis à exécution » lui sera accordé jusqu'en 1973.

Fin septembre : une soixante de mineurs marocains du puits de Bruay se mettent en grève pour exiger l'obtention automatique de la carte de travail qui permet de garantir le séjour et de travailler librement où bon leur semble. Ils réclament le statut de mineurs aux houillères pour obtenir l'égalité des droits : même salaire, mêmes protection d'hygiène et de sécurité.

Août-septembre-octobre : Brandt à Lyon. Luttés des immigrés arabes et des Réunionnais. Sabotages et licenciements. 3 travailleurs réunionnais incarcérés font le procès du BUMIDOM et de la maîtrise fasciste, notamment du chef Claris qui avait torturé un manœuvre tunisien.

Octobre : A Amiens, luttés contre l'expulsion de Sadok Djeridi, ouvrier tunisien, et de sa famille. Un comité anti-raciste s'est organisé à l'initiative de militants de Secours Rouge. Manifeste, pétitions, défilé dans les rues d'Amiens de mille personnes, meeting le 26 avril 1972 suivi d'une grève de la faim pour sa carte de travail avec, entre autres, le curé de Sénarpont. Sadok obtient sa carte.

27 octobre : Paris, la Goutte d'Or. Djellali Ben Ali, Algérien de 15 ans, est tué par le concierge raciste de l'immeuble où il habitait. C'est le point de départ d'un grand mouvement anti-raciste qui culmine avec une manifestation de 3000 personnes dont 2000 immigrés. C'est la première manifestation immigrée de masse à Paris depuis le 17 octobre 1961 à Paris. Depuis, Barbès est investi par la police et les CRS. Un mois plus tard, Sartre, Mauriac et Foucault viennent à la Goutte d'Or dénoncer l'occupation policière.

Décembre : Villeurbanne, des travailleuses réunionnaises occupent leur foyer. Toutes sont femmes de ménage dans les hôpitaux venues par les soins du BUMIDOM.

27 décembre : Les immigrés des usines Pennaroya de Saint Denis, de Lyon et d'Escaudoeuvres déposent en même temps leurs trois cahiers de revendications. La direction rejettera aussitôt leurs revendications.

1972

13 janvier : Bagarre entre des membres du comité de lutte de Renault et la CGT. Saddok Ben Mabrouk, ouvrier arabe membre du CL et du MTA, est nommément dénoncé dans un tract syndical. Licencié, il refuse de partir et s'enferme dans une R6 en bout de chaîne, la production est bloquée. Evacuation manu militari, saccage du bureau d'un agent de maîtrise, sanctions, notamment contre José Duarte, licencié.

29 janvier : La situation s'emballe sur l'île Seguin : arrêt de travail de plusieurs chaînes en solidarité avec les licenciés. Dehors, **Saddok Ben Mabrouk**, Christian Riss et José Duarte commencent une grève de la faim dans un presbytère près de l'usine.

9 février : Les usines de Saint Denis et de Lyon sont en grève. Le 14, ceux d'Escaudoeuvres cessent le travail. La grève va durer un mois avec occupation des usines. Cette lutte sera exemplaire. Conduite de bout en bout par les ouvriers immigrés eux-mêmes. Un comité de soutien, dont de nombreux médecins, mettra en évidence les conditions scandaleuses du travail immigré. Luttés contre le saturnisme, la maladie du plomb. Une nouvelle réglementation verra le jour à la suite de ce conflit.

25 février : Assassinat du jeune OS Pierre Overney, porte Zola à Paris, par le chef des services de sécurité Tramoni. Il diffusait aux ouvriers de Renault un tract appelant à une manifestation contre les crimes racistes, rappelant que Saddok Ben Mabrouk est hospitalisé ma veille, à son 28^{ème} jour de grève. La police interdira la manifestation, mais elle aura quand même lieu. Brutalités policières. 200 000 personnes se rassemblent pour l'enterrement de Pierre Overney.

6 mars : Expulsion de l'abbé Reynolds, Mauricien qui soutint les Réunionnais de l'agglomération lyonnaise. Ce prêtre avait déjà été expulsé de la Réunion le 29 décembre 1970.

8 mars : Enlèvement de Nogrette, directeur adjoint du personnel chez Renault, par la NRP (Nouvelle Résistance Populaire), organisation politico-militaire maoïste. Le choix n'est pas du au hasard : Nogrette était le responsable sur licenciement de Saddock et José. Il est libéré 48 heures après, sans intervention de la police.

Mars-juin : Deux petites villes de province, Aix en Provence et Oyonnax, connaissent deux grèves générales de travailleurs immigrés. Revendication unique : Non aux expulsions, des logements décents.

Avril : Fos-sur-Mer en plein essor connaît sa première grève immigrée. D.A.V.U.M., entreprise métallurgique est immobilisée. Six mois après, Laid Mahtoud meurt sur le chantier Trindel. Grand mouvement de protestation des immigrés de Fos, avec plusieurs manifestations au foyer de la Courbedonne, où logent les 4000 étrangers.

Mai : Première grève de travail pour les papiers. Les chantiers d'Amiens et de Sainte Geneviève des Bois d'E.G.C.C., entreprise de sous-traitance des PTT sont paralysées par une grève de cinq semaines.

Mai-juin : Très longue grève des immigrés travaillant dans les entreprises de sous-traitance aux chantiers navals de la Ciotat (S.A.M.I.C., G.A.R.D.E.L.L.A., A.N.N.E.L.I.). Adhésion collective au syndicat CFDT.

Juin :

- Grande manifestation d'ouvriers arabes à Lyon après l'assassinat raciste de Rezki Arezki.
- Création du Mouvement des Travailleurs Arabes.

Juillet : A Montbéliard, 120 résidents algériens sont menacés d'expulsion de leur centre d'hébergement. Une riposte victorieuse s'organise. Le 8 juillet a eu lieu une manifestation silencieuse dans les rues de la ville.

6 août : A Marseille, 1000 travailleurs immigrés manifestent pratiquement seuls, en riposte à l'assassinat de Bekri Mohammed.

5-6 septembre : Assassinat de plusieurs athlètes israéliens aux Jeux olympiques de Munich par un commando de l'organisation palestinienne « Septembre noir ».

Octobre : Application des circulaires Marcellin-Fontanet adoptées en février et bien accueillies par les syndicats.

26 octobre : Contre leur expulsion motivée par leur engagement politique, Saïd et Faouzia Bouziri commencent dans le 18^{ème} une grève de la faim. Le comité de soutien, fort de plusieurs centaines de personnes (dont Foucault, Mauriac, Sartre, Deleuze...), fera reculer le ministère de l'Intérieur. Cette victoire, à un moment où le pouvoir met en place la circulaire Marcellin-Fontanet, donne naissance au Comité de défense de la vie et des droits des travailleurs immigrés (CDVDTI). Les comités « Droits-vie » seront présents dans les luttes des ouvriers immigrés contre les circulaires Marcellin-Fontanet.

29 novembre : Assassinat de Mohammed Diab, dans le commissariat de Versailles, par le sous-brigadier Marquet. Une enquête populaire aboutit à plusieurs initiatives. 137 intellectuels appellent à une marche silencieuse au métro Bonne-Nouvelle le samedi 16 décembre. La marche est interdite et violemment réprimée. Des dizaines de travailleurs immigrés sont interpellés ainsi que plusieurs intellectuels : Genet, Foucault, Mauriac, etc. Une marche silencieuse à Versailles le 10 février sur le commissariat. A ce jour (1980), Marquet n'est toujours pas jugé. Le tribunal correctionnel s'est déclaré incompétent en mai 1975. On attend depuis que ce policier meurtrier comparaisse devant les assises. L'année est également marquée par d'innombrables grèves de loyer menées par les Africains noirs contre les marchands de sommeil, à Paris, rue Bisson, rue Riquet et à Ivry, à Pierrefitte et Bondy.

Mi-décembre : A Valence, à la suite d'une descente de police dans un hôtel, 18 travailleurs tunisiens sans-papiers sont menacés d'expulsion. Deux d'entre eux entament une grève de la faim. 3 Français dont un aumônier se joignent à eux. Le 23 décembre, 1500 personnes défilent dans la ville. Les prêtres des différentes paroisses de la ville décident de supprimer la messe de minuit. Cette décision aura un tel retentissement que le ministre du Travail décidera de faire délivrer la carte de travail.

Du 7 au 14 décembre : Grève des éboueurs parisiens. Les 3286 auxiliaires étrangers, employés comme saisonniers, obtiennent la garantie d'emploi en cas de maladie, et la possibilité de cumuler leurs congés sur 2 ou 3 ans pour se rendre dans leur pays sans pour autant perdre leur emploi.

17 décembre : A la Ciotat, dans l'église de la Cité de l'Abeille, 4 Tunisiens commencent à leur tour la grève de la faim pour avoir la carte de travail. Ils étaient en grève sur leur chantier depuis le 4 décembre pour le remboursement des retenues prélevées par leur employeur et la carte de travail. Après la Ciotat, la grève de la faim va s'étendre à Fos et à Paris, une première fois dans les locaux de la CFDT, square Montholon.

1973

Janvier : Une recours devant le Conseil d'État est déposé par trois immigrés : Antonio, Ali et Tahar, pour l'annulation de la circulaire Marcellin-Fontanet.

4 et 5 janvier : Grève à la Somafer, entreprise sidérurgique de Moselle. Pour protester contre le non-respect des conditions d'engagement.

10 au 14 janvier : Nouvelle grève des 500 immigrés de la Somafer, logés dans les foyers d'Aumetz, Nilvange, Huckange et Narpisch.

4 février : Grève de la faim de 5 manœuvres du bâtiment tunisiens à Toulon. 300 personnes manifestent le 12 et une délégation est reçue à la prefecture. La grève s'arrête le 15, tous sont réembauchés avec un contrat, 4 sur 5 avec un récépissé de contrat de travail.

17 février : Grève de la faim de 8 travailleurs arabes à Mulhouse, 6 autres les rejoignent. Le 19, le préfet propose la régularisation pour les grévistes, puis pour tous les Tunisiens du Haut-Rhin. Le 20, 8 obtiennent satisfaction, les autres poursuivent.

20 février : Contre le refus de Citroën-Levallois et Javel de renouveler leur contrat, 13 (15) ouvriers tunisiens occupent Javel et demandent la carte de travail.

Février : L'église de Saint Hippolyte dans le 13^{ème} accueille 5 nouveaux grévistes de la faim pour la carte de travail et contre la circulaire Marcellin-Fontanet. Désormais le mouvement va se propager rapidement. A la mi-février, 11 grévistes de la faim s'installent rue Saint Maur. Des centaines d'immigrés menacés de refoulement ou sans papiers se rassemblent autour des grévistes parisiens et du sud.

Mars : Des grèves de la faim ont lieu à Toulouse, à Lyon, à Aix, à Nice. Ce mouvement gagne toute la France.

31 mars : A Belleville, une manifestation rassemble plusieurs milliers de travailleurs immigrés contre la circulaire Marcellin-Fontanet et pour la carte de travail.

1^{er} avril : A la Mutualité, rassemblement national de protestation des comités de soutien aux travailleurs grévistes de la faim. 2500 immigrés sont venus de toute la France. Contestation de la grève de la faim comme unique et exclusif moyen de lutte.

21 mars : 400 OS immigrés aux ateliers de presse de la régie Renault à Boulogne-Billancourt se sont mis en grève pour améliorer leur classification. Cette grève-bouchon va paralyser l'usine.

12 avril : 2000 OS français, arabes et portugais des ateliers de sellerie et de tôlerie débrayent et bloquent la chaîne de montage, demandant les avantages acquis par les OS de presse.

17 avril : La régie Renault ferme son usine de Flins. 20000 salariés au chômage technique.

1^{er} mai : Manifestation syndicale à Paris. Les mots d'ordre porteront sur le soutien aux OS en lutte et aux travailleurs immigrés demandant l'abrogation de la circulaire Marcellin-Fontanet. 4000 immigrés sont en cortège autonome derrière le SO syndicaliste.

2 mai : Larbi Boudjenana, ouvrier algérien, boiseur-ferrailleur à la Société Industrielle d'Etudes de Denain (Nord), refuse l'expulsion prononcée contre lui pour le motif « qu'il risque de compromettre l'ordre public ». Suite à une descente de police dans son hôtel de Denain, la police fouille les chambres et découvre des exemplaires de « La Cause du peuple », de « Fedaï » et de « Politique Hebdo ». « La Cause du peuple » lance une pétition de soutien dans son numéro du 18 mai.

14 mai : Une délégation de travailleurs tunisiens se rendait à la Direction Régionale du Travail. M. Bois, qui l'accueille, annonce la tenue d'une réunion au ministère le 17 mai pour transformer la procédure de régularisation, et donc pour modifier la circulaire Fontanet.

15 mai : Depuis 36 jours, 51 travailleurs tunisiens font une grève de la faim dans l'église Saint-Ennemond de Saint-Etienne, pour la régularisation de leur situation.

16 mai :

- Nouvelle grève de la faim contre la circulaire Marcellin-Fontanet. 56 grévistes sont installés dans la crypte de Notre Dame de Ménilmontant. Tous les jours, les grévistes vont en délégation aux portes des usines.

- *Libération* couvre la reconstitution du meurtre de Diab au commissariat de Versailles : « Mohamed Diab aurait été abattu de sang-froid ».

17 mai :

- 5 travailleurs tunisiens font la grève de la faim depuis le 12 mai dans les locaux de la CFDT d'Aix-en-Provence, pour que la carte de travail de travail leur soit accordée à l'embauche sans être liés par un contrat d'un an à l'employeur.

- A Saint-Etienne, un « comité de libération de l'Eglise Saint-Ennemond » a demandé l'excommunication des travailleurs tunisiens qui en sont à leur 40^{ème} jour de grève de la faim.

21 mai : Grève dans une usine de 50 immigrés sans-papiers, chez Margoline à Nanterre, puis à Gennevilliers le 22 mai. Soutenus par le comité de défense et l'UL-CFDT, ils réclament la carte de travail, l'amélioration des conditions de travail, et la fin des irrégularités que la Direction commet à leur égard. Les ouvriers de Nanterre obtiennent satisfaction de leurs revendications (sauf la carte de travail), et se rendent à la préfecture des Hauts-de-Seine pour régulariser leurs titres de séjour. Ils obtiennent un titre de 3 mois en attendant l'obtention de papiers définitifs.

24 mai : Emission de l'ORTF « Les trois vérités » sur les travailleurs immigrés. Ceux-ci ne sont pas conviés à y participer.

25 mai *Libération* publie les réactions des grévistes de l'église N.D. de Ménilmontant par rapport à l'émission de l'ORTF.

26 mai : Larbi Boudjena est expulsé du territoire français. Dans un communiqué, la Préfecture justifie l'expulsion par le fait qu'il était un « militant maoïste », « agent de liaison d'un comité palestinien », les journaux arabes en sa possession étant des « circulaires d'une organisation terroriste ». Le CDVDTI demande la preuve de ce qui est avancé.

30 mai : Le directeur départemental de la Main d'œuvre des Hauts-de-Seine, M. Ricot, reçoit une délégation de 15 travailleurs immigrés de la usine

Margoline de Nanterre, accompagnés de l'UL-CFDT et du comité de défense. Ils obtiennent la validation de leurs contrats de travail.

31 mai : Mgr Marty rend visite aux 56 grévistes de Ménilmontant.

1^{er} juin : Des travailleurs tunisiens poursuivent leur grève à l'usine UNELEC de Baucourt, territoire de Belfort. Ils reçoivent une lettre de licenciement, et le directeur départemental de la Main d'œuvre dit : « Vous êtes sous contrat, vous n'avez pas le droit de grève ! ».

2 juin : 22 Français rejoignent, pour quatre jours, les grévistes de la faim de l'église de Ménilmontant.

Printemps : diverses petites entreprises entrent en grève pour la carte de travail (Samiex, Duchêne, Saint-Cyr, etc.)

Juin : Une manifestation de travailleurs agricoles sans-papiers à Grasse provoque une véritable ratonnade.

10 juin : Expulsion de quatorze Africains du foyer de Bagnolet dans lequel 42 travailleurs dont la grève des loyers pour de meilleures conditions de logement et le renvoi d'un gérant raciste.

14 juin : Le ministre du Travail, M. Gorse, décide des mesures humanitaires en faveur des clandestins qui pourront régulariser leur situation avant le 30 décembre. Des assouplissements à la circulaire Marcellin-Fontanet sont également annoncés.

21 juin : Le gouvernement autorise à la Mutualité un meeting de l'extrême-droite contre l'immigration. Des manifestations anti-racistes ont lieu à Paris (les violents incidents donnant prétextes à l'interdiction de la Ligue communiste), mais la police protège le meeting raciste. Propos tenus : « une partie des immigrés difficilement assimilable campe comme une armée chez nous », « l'immigration sauvage, anarchique, non contrôlée est dangereuse... »

23 juin : Plusieurs attentats sont commis contre des cafés de Paris et de banlieue fréquentés par des Maghrébins.

3 juillet : A Vitry, un Portugais, Fernando Ramos, est noyé par 3 individus. Un Algérien a été molesté un peu plus loin.

Durant l'été : 5 militants pour les droits des immigrés sont expulsés du territoire français : le pasteur Berthier-Perregaux, Maurice Courbage, Mohammed Larridi, Selim Najeh et Lari Boudjenana.

Août : 8 assassinats d'Algériens à Marseille en une semaine.

Nuit du 28 au 29 août : un jeune ouvrier algérien est blessé par un jet de cocktail Molotov lancé contre des bâtiments d'une entreprise de nettoyage des chantiers navals de la Ciotat. La même nuit, meurtre de Lhadj Lounès.

1^{er} septembre : A Marseille, le corps du jeune Ladj Lounès, abattu à bout portant quatre jours plus tôt, est convoyé jusqu'au port par plusieurs centaines (2000) d'immigrés. Un appel à la grève générale est lancé autour du cercueil.

2 septembre : Journée nationale d'action contre le racisme de la CGT, la CFDT et la FEN. 2000 personnes à la Bourse du Travail à Paris.

3 septembre : A l'appel du Mouvement des Travailleurs Arabes, les travailleurs nord-africains observent 24 heures de grève dans les Bouches-du-Rhône et à Toulon « pour protester contre le vague raciste qui a coûté la vie à plusieurs des leurs ». 100% de grévistes à Fos-sur-mer selon Radio Monte Carlo. Selon *Témoignage Chrétien*, 30 000 personnes ont fait grève à Fos, à Aix et à Marseille, 18 000 selon *L'Aurore*.

7 septembre : Meeting anti-raciste à Marseille, 2000 participants.

10 septembre : Un mot d'ordre de grève est largement suivi par les travailleurs immigrés de la Côte d'Azur.

14 septembre : Grève générale dans la région parisienne à l'appel du MTA. Les grands chantiers et les usines (même Citroën) sont paralysés. Des ouvriers de Renault et de Citroën se rassemblent devant la mosquée de Paris, rejoints par des étudiants, des commerçants de Barbès et de Belleville ayant baissé leurs rideaux.

15 septembre : Repression aux usines Citroën-Balard de Paris. Tous les travailleurs immigrés de l'équipe du matin (40% des effectifs) ayant fait grève sont renvoyés.

20 septembre : le gouvernement algérien décide de suspendre immédiatement l'émigration algérienne en France.

30 septembre : Grève de milliers de travailleurs immigrés à l'appel du MTA et de « Perspectives tunisiennes » à Toulouse.

24 septembre : L'évêché de Meaux rend hommage à l'action du pasteur Parker qui vient d'être expulsé de France.

Octobre 1973 : Guerre du Kippour

1^{er} novembre : « Réunion des Chrysanthèmes » de la GP. Dissolution de la GP. Bouziri est contre.

26 novembre : Semaine des travailleurs africains de Paris.

28 novembre : Création du Comité des Travailleurs Algériens (CTA).

14 décembre : attentat contre le consulat d'Algérie à Marseille (4 morts et 20 blessés), signé par un mystérieux club Charles Martel. Nouvelles grèves ouvrières. Nouvelles manifestations importantes. Les syndicats français ne suivent toujours pas. Le MTA se fait rentrer dedans par la police et par les « barbouzes » de l'Amicale.

17 décembre :

– Suite à l'attentat contre le consulat d'Algérie, grève à la SAMIC, entreprise de carénage qui travaille pour les chantiers navals de la Seyne, à côté de Toulon, et qui emploie une main d'œuvre de 80% d'immigrés.
– Grève générale à l'appel du MTA (opposition de l'Amicale des Algériens). Manifestation de 15000 de personnes à Marseille.

18 décembre :

– Aoun Naceur, un étudiant tunisien, passe devant une commission d'expulsion sous des prétextes fallacieux qui cachent le vrai motif : son soutien à la lutte des travailleurs arabes. Un rassemblement est organisé le 17 place Jeanne d'Arc par le MTA, le CDVDTI, la CFDT et l'extrême gauche.
– Manifestation de près de 7000 personnes à Paris entre Stalingrad et Père Lachaise contre l'attentat et la campagne raciste, à l'appel du MTA, Rouge, Révolution, LO, Front Rouge, etc. Immense mobilisation à Grenoble.

1974

1^{er} février : Meeting unitaire de l'immigration en lutte à Paris dont le but est l'apparition unie des luttes des travailleurs immigrés (mauriciens, CTA, MTA, etc.).

Février :

– 40 marocains, employés des pépinières Gregory à Aix-en-Provence logés dans les serres, se mettent en grève revendiquant la carte de travail et des logements décentes. L'opinion découvre les immigrés travaillant dans l'agriculture.
– Grève à Blindex-Marseille.
– A Troyes, lutte des travailleurs mauriciens contre l'entreprise Silvério. Dénonciation d'un trafic de main d'œuvre étrangère.

- A Laval, grève de 24 jours de travailleurs turcs et pakistanais, soutenus par la CFDT.

Mars-avril : A Paris, **grève de la faim rue Dulong** de 36 immigrés (19) pakistanais, (2 femmes, 2 hommes) mauriciens et arabes (14 Tunisiens). Des centaines de Pakistanais sont regroupés autour de cette grève. Visite du cardinal Marty, Antenne 2 diffuse l'information, mais l'initiative prend un tour spectaculaire avec la candidature de **Djillali Kamel**, membre du MTA et de la troupe de théâtre Al Assifa, à l'élection présidentielle, qui permet d'accélérer les négociations, et ils sont régularisés.

Avril : Le tribunal d'Étampes rejette la demande de saisie-arrêt sur les salaires des ouvriers africains. Ils sont en grève de loyer dans un foyer ADEF. Grève à Blindex Marseille.

20 et 21 avril : colloque nationale sur l'immigration à Marseille, organisé par les comités de soutien aux travailleurs immigrés. La candidature d'un immigré aux élections présidentielles est décidée.

30 avril : Plusieurs ouvriers turcs déposent une plainte pour recrutement clandestin de travailleurs immigrés, à Aix-en-Provence.

Mai : Création d'un secrétariat d'État aux travailleurs immigrés. M. Postel-Vinay démissionne après 23 jours. M. Paul Dijoud accepte le poste. Les Turcs de chez Bernard, les Marocains de Gregory, et les Tunisiens de Blindex occupent l'ANPE à Marseille pour la carte de travail.

8 mai : Occupation de la DDTMO rue Montmartre à Paris par une centaine de travailleurs immigrés, en majorité pakistanais et arabes.

3 juillet : le gouvernement français décide de suspendre l'immigration.

Novembre : Circulaire Poniatowski contre les travailleurs africains, soumis au 1^{er} mars 1975 à l'obligation de la carte de séjour et de travail. Avignon, des centaines de sans-papiers marocains venus comme saisonniers demandent la régularisation de leur situation. Dijoud affectue une visite éclair le 29 novembre et refuse. La grève de la faim qui suivra mobilisera les chrétiens et les immigrés.

Décembre : Mobilisation des sans-papiers dans tout le Vaucluse. Ils sont 10000 à travailler entre que saisonniers dans l'agriculture.

1975

Janvier :

- La grève des loyers dans les foyers Sonacotra de la Seine Saint Denis commence, contre l'augmentation de décembre et contre le règlement intérieur.

- A Montpellier, à la faculté de théologie protestante, des sans-papiers se réunissent. Le 5 janvier, ils entament une grève de la faim. Le 8, ils sont 120 dans le Temple Maguelone. Le 11, les CRS donnent l'assaut. Expulsions de 13 grévistes. Une manifestation d'une millier de personnes comme riposte, puis grèves des travailleurs de la faim de 15 Français. Grève générale des travailleurs arabes de la région. Le 30, la main d'œuvre régularise.

13 janvier : Le Conseil d'État annule plusieurs dispositions de la circulaire Marcellin-Fontanet. Des Mauriciens victimes d'un trafic pour le compte de la Légion étrangère, des Marocains et des Tunisiens avec des Français commencent une grève de la faim à Saint Hippolyte à Paris.

24 janvier : La police expulse les grévistes de la faim.

15 et 16 février : Rassemblement nationale des travailleurs immigrés, à Montpellier. Colloque de solidarité à l'immigration, organisé par le CDVDTI, le MTA, le GISTI, l'UGTSF, la LCR, le Maj et Révolution !.

4 mars :

- A Troyes, première audience du procès de Silvério organisateur du trafic de Mauriciens pour son entreprise.
- A Paris, une centaine de travailleurs maghrébins font la **grève de la faim à la Ligue Arabe**. Ils sont venus de l'Hérault, des Bouches-du-Rhône et du Vaucluse. Le 11 mars, ils iront occupés le siège de l'ONI. Interpellés par les CRS, 32 d'entre eux sont rapatriés.

20 avril : Plusieurs membres du barreau de Marseille et le Syndicat de la Magistrature dénonce l'existence d'un Centre d'hébergement clandestin permettant des détentions arbitraires.

2 mai : Procès du journal *Combat Réunionnais* pour un éditorial de 1973. Ce procès devient celui du BUMIDOM.

Mai-juin : Grève chez Chausson. Grève dure des immigrés qui s'affronteront aux CRS. Les immigrés demanderont la dissolution de l'amicale marocaine.

6 mai : Les Mauriciens de Troyes gagnent le procès contre Silvério.

15 juin : A Troyes, rassemblement des immigrés de l'Aube. 1500 personnes pour fêter la victoire des Mauriciens. Mais le trafic continue depuis l'île Maurice, un charter arrive chaque mois en Belgique.

Septembre : 27 foyers Sonacotra font la grève des loyers. **Création du Comité de coordination**. A la fin de l'année, il y aura 50 foyers en grève.

21 septembre : Les Mauriciens sont de plus en plus nombreux à exiger leur régularisation. Occupations, pétitions, actions spectaculaires. A la mi-décembre, Dijoud recevra l'évêque de l'île Maurice venu se solidariser avec ses compatriotes sans-papiers.

1976

10 janvier : 650 Mauriciens sont régularisés.

21 février : Meeting du Comité de coordination des foyers Sonacotra en lutte, à la Mutualité.

4 mars : A Sochaux, les ouvriers immigrés votent l'occupation de l'usine des cycles Peugeot. La grève très dure se terminera le 5 avril.

7 et 16 avril : 14 délégués de 7 foyers Sonacotra sont expulsés manu militari.

21 avril : 86 Pakistanais venus demander des papiers chez Dijoud sont rapatriés au Pakistan.

24 avril : Manifestation organisée à Barbès contre les expulsions organisées par le Comité de coordination : 15000 personnes demandent le retour des expulsés.

1^{er} juillet : Les opérations coup de poings se multiplient contre les immigrés sans-papiers. A Paris, la police s'installe dans le métro.

1977

22 février : A Gravelines, début de la grève des immigrés sur le chantier de la centrale nucléaire.

4 mars : Expulsion d'un porte-parole du Mouvement des sans-papiers mauriciens, Vijay Ramgoolam.

Mars :

- Le Conseil d'État annule les arrêtés d'expulsion pris contre 12 délégués Sonacotra. Ils reviennent en France. Entre-temps, la grève gagnée d'autres foyers.

- Dans les Ardennes, grève dure des OS de Eaton-Manil.

26 mars : A Marseille, le rassemblement contre le centre d'internement d'Arenc est interdit.

2 avril : Second meeting des Sonacotra à la Mutualité contre la pratique des procédures d'urgence.

20 avril : Menaces d'interdiction de l'AMF (Association des Marocains en France).

Avril-mai : Grève des éboueurs. L'armée vient les remplacer.

4 juin : Manifestation contre Arenc, à Marseille, malgré l'interdiction préfectorale.

Juin :

- Grève des nettoyeurs du métro pendant 32 jours. Les nettoyeurs de 5 entreprises s'unifient pour une grève commune et vont demander à la CFDT de les soutenir.

- Stoléru annonce sa politique d'aide au retour. Il offre 10000 FF à tout immigré chômeur qui se porterait candidat. Cette mesure est qualifiée d'ignoble par l'ensemble des organisations immigrées et les syndicats.

22 septembre : Stoléru annonce que 1500 Mauriciens pourront être régularisés.

22 octobre : Le Conseil d'État consulté sur le projet de décret relatif à la suspension de l'immigration familiale pendant 3 ans rend un avis défavorable.

19 novembre : Manifestation, de Barbès à la Nation, contre les mesures Stoléru, par le Comité de coordination des foyers Sonacotra : 6000 immigrés.

1978

25 avril : Incendie dans les cités Gallieni de transit de la Sonacotra de Saint Denis.

26 avril : Grève d'ouvriers immigrés dans un bidonville roulant. Ces ouvriers algériens réparent des voies ferrées de la SNCF pour le compte de la société Déhé. Ils veulent une prime de déplacement et de meilleures conditions de logement.

8 mai : Circulaire Bonnet contre les étudiants étrangers, afin de les filtrer. Cette circulaire n'est pas publiée au JO.

Juin : 500 OS, la plupart des Mauritaniens et des Sénégalais sont en grève à Renault Flins aux ateliers de presse. Cette grève-bouchon porte toujours sur l'accès à une meilleure classification des OS. Le 27 juin, la police évacue les ateliers.

1^{er} juillet : Stoléru annonce les nouvelles hausses de loyers dans les foyers pour les travailleurs immigrés.

7 et 8 juillet : Une centaine d'immigrés sont traduits en justice devant 14 tribunaux d'instance pour leur participation à la grève des loyers de leur foyer Sonacotra. Manifestation de plusieurs milliers d'immigrés des foyers Sonacotra de Barbès ou Père Lachaise.

24 novembre : Le Conseil d'État annule les circulaires de Stoléru et du ministère de l'Intérieur, concernant l'arrêt de l'immigration, notamment celle des familles, l'aide au retour. Il estime que le ministre n'est pas fondé pour prendre de telles dispositions. C'est le Parlement qui doit en juger. Il faudra plusieurs mois au gouvernement pour préparer des projets de loi qui soient acceptables par les députés et les sénateurs.

1979

Mars : Victoire de la lutte contre la circulaire Bonnet à Rennes pour l'inscription des étudiants étrangers, suivie peu après à Lille d'une victoire dans le même sens.

Mars à mai : Campagne contre l'expulsion de Samir et Mogniss Abdallah, l'expulsion sera annulée. Mais des dizaines d'expulsion sur toute la France n'ont pu être empêchées.

29 mai :

- La loi Bonnet passe devant le Parlement en première lecture. Toute l'année 1978 est marquée par les débats sur ces lois.
- À l'appel du MRAP et de SOS Refoulement, 300 personnes manifestent devant le Parlement contre le caractère raciste et sélectif de ces lois.

30 mai : Rafle puis fichage au parc départemental de Nanterre de plusieurs dizaines d'enfants immigrés de 10 à 13 ans.

Juin-juillet : 6 manifestations dans les grandes villes de France contre les projets de lois Bonnet et Stoléru.

22 juin : Expulsion de tous les foyers de Garges-les-Gonesses où les résidents avaient dressé leurs tentes.

Été : Cascade d'expulsions des résidents en grève dans les foyers de la région parisienne et en province.

20 septembre : 2^{ème} Rassemblement des résidents de foyers et des associations d'immigrés à Garges-les-Gonesses pour le soutien à la lutte des foyers et la dénonciation de la loi Bonnet et Stoléru.

Octobre : Manifestation de Barbès à République d'un millier de personnes à l'appel de la CGT et de la CFTD avec la participation de MM. Maire et Séguy.

Décembre : Adoption de la loi Bonnet sur le séjour et l'expulsion des travailleurs immigrés.